

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 JUILLET 1925.

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 23 juin 1894 sur les sociétés mutualistes.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Les associations mutualistes qui désirent obtenir du Gouvernement la reconnaissance légale et, éventuellement, dans la suite, l'homologation de modifications apportées à leur règlement, doivent suivre la procédure indiquée aux articles 5 et 21 de la loi du 23 juin 1894, sur les sociétés mutualistes. Aux termes de ces dispositions légales, l'association intéressée adresse sa demande au Gouverneur de la province où elle a son siège social ; elle y joint deux exemplaires de ses statuts ainsi qu'une liste de ses administrateurs ou de ses fondateurs. Dans le mois de la réception de ces documents, le Gouverneur transmet la demande et ses annexes, avec un avis motivé, à la Commission Permanente des sociétés mutualistes, instituée auprès de mon Département en vertu de l'article 32 de la loi précitée du 23 juin 1894. Ce collège, ensuite, fait rapport au Gouvernement, après s'être directement mis en relation, le cas échéant, avec la société requérante et avec le Comité de patronage dans le ressort duquel la société est établie.

Enfin, dans un délai qui ne peut dépasser quatre mois à partir de la demande, le Gouvernement notifie à la société la décision motivée, par laquelle il lui accorde ou lui refuse la reconnaissance ou l'homologation de son nouveau règlement.

Telle est la procédure actuelle; elle comporte un examen des statuts successivement par trois autorités différentes : le Gouverneur, la Commission Permanente et l'Administration Centrale.

Elle se justifiait dans l'esprit du législateur de 1894 par cette idée que chacune de ces autorités apporterait dans le travail d'examen et de mise au point des règlements sociaux des mutualités, sa part de connaissances et d'expérience pratiques, de façon à obtenir une œuvre aussi parfaite que possible.

Cette idée ne s'est pas réalisée. En fait, la plupart des Gouverneurs se bornent à transmettre, sans examen, les projets de statuts tels qu'ils les ont reçus

des mutualités requérantes, à la Commission permanente des sociétés mutualistes.

Celle-ci n'est pas appelée non plus, comme telle, à délibérer sur ces documents, à les examiner, à les mettre éventuellement en concordance avec les dispositions légales et à faire rapport à leur sujet au Gouvernement.

En réalité, ce travail est confié au secrétaire. Au début, lorsque les sociétés à reconnaître légalement étaient encore peu nombreuses, cet agent accomplissait seul cette tâche. Mais, dans la suite, lorsque le nombre de statuts à entériner s'éleva à plusieurs centaines par an, le secrétaire de la Commission se fit aider par un secrétaire-adjoint, auquel, par la suite, s'ajoutèrent encore plusieurs employés. C'est ainsi que l'organisation primitive de la Commission Permanente s'est accrue d'un véritable bureau d'examen des statuts.

De son côté, le Ministère auquel appartient, en définitive, la décision à prendre et sur lequel seul pèse la responsabilité de celle-ci, a dû, lui aussi, établir dans son administration, un service spécial pour procéder au même travail d'examen.

Il nous a paru que cette situation ne pouvait durer.

Elle entraîne des retards considérables susceptibles de causer un préjudice sérieux aux sociétés intéressées. Le Ministère n'est souvent mis en possession des dossiers par la Commission permanente que de longs mois après que celle-ci les a reçus du Gouverneur.

Elle nuit au Trésor public, en le chargeant des frais de deux organismes qui font la même besogne.

C'est pourquoi, nous proposons par le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre aux Chambres Législatives, la suppression, dans la procédure d'examen des statuts, de l'intervention obligatoire des Gouverneurs de province et de la Commission permanente. Le service de mon département sera seul maintenu. Étant d'ailleurs beaucoup plus que la Commission permanente en contact direct et constant avec les mutualités et leurs dirigeants, il est mieux au courant du mouvement mutualiste, de ses nécessités, et de l'orientation à lui donner éventuellement par des clauses appropriées des statuts sociaux.

A cette réforme, nous proposons d'en ajouter une autre, qui n'aura pour effet que de consacrer une situation actuellement existante. Nous voulons parler du retrait de la mission que la Commission permanente tient de l'article 19 de la loi du 23 juin 1894 et qui consiste à recevoir les comptes des sociétés mutualistes reconnues.

Depuis de nombreuses années déjà, en effet, les associations de l'espèce transmettent leurs documents comptables directement à l'Administration Centrale. Cette façon d'agir s'est implantée, parce que la plupart des sociétés n'envoyaient leurs comptes à la Commission permanente que tard dans le courant de l'année, alors que la loi les oblige à faire cet envoi au cours des deux premiers mois ; de là des retards dans l'octroi des subsides du Gouvernement, lesquels sont calculés d'après les renseignements qui sont inscrits sur les comptes.

L'usage actuel ayant donné les meilleurs résultats, il convient de le consacrer en modifiant, dans ce sens, l'article 19 de la loi du 23 juin 1894.

En ce qui concerne les Gouverneurs, il y a lieu de faire remarquer que la proposition de loi ne doit pas avoir pour conséquence de leur enlever toutes les occasions d'exercer une salutaire influence sur les destinées des associations mutuelles constituées ou à constituer.

Le Gouvernement, procédant à l'examen des demandes, pourra toujours, s'il le juge utile, solliciter leur avis.

D'autre part, le Gouverneur de province conserve son droit d'intervention en matière d'acquisition d'immeuble par la société mutualiste reconnue et en cas de liquidation de l'avoir de cette dernière (articles 15 et 25 de la loi du 23 juin 1894.)

Nous ajouterons, quant à la Commission permanente des mutualités, que le projet de loi ne porte pas davantage atteinte à des prérogatives qui découlent aussi, pour elle, de la loi de 1894 : tels le droit de donner son avis sur les demandes de dispense personnelle quant à l'indigénat (art. 12 de la loi de 1894) et d'être entendue en cas d'application des sanctions prévues à l'égard des sociétés qui ne se conformeraient pas à la loi ou à leurs statuts approuvés (art. 20) et aussi celui d'intervenir dans l'instruction des demandes formulées par les sociétés isolées d'invalidité, qui désirent être assimilées à des groupements fédéraux d'invalidité aptes à être subsidiés par le Gouvernement (Arrêté Royal du 30 juillet 1913, pris en exécution de la loi du 5 mai 1912, sur les primes à allouer aux Caisses d'invalidité).

Enfin, nous proposons de charger expressément la Commission permanente de délibérer sur toutes les questions qui lui seront soumises par le Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale au sujet de l'organisation et du fonctionnement des associations mutualistes. Cette mission, elle la remplit déjà en vertu d'une disposition de son règlement d'ordre intérieur, approuvé par arrêté ministériel du 30 avril 1894. Comme elle s'en est toujours acquittée d'une façon satisfaisante, il convient, semble-t-il, de la lui confirmer par un texte formel de la loi nouvelle.

En terminant, il n'est pas inutile, sans doute, de faire observer que la nouvelle procédure proposée est semblable à celle que la loi du 30 juillet 1923 prescrit pour l'admission des demandes introduites par les mutuelles reconnues qui veulent se fusionner, en ce sens que l'une et l'autre ne comportent qu'un examen par le Ministère, à l'exclusion de toute intervention du Gouverneur et de la Commission permanente.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

J. WAUTERS.

(4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 JULI 1925.

Wetsontwerp

tot wijziging van de wet dd. 23 Juni 1894 op de mutualiteitsverenigingen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De mutualiteitsverenigingen, die door de Regeering verlangen te worden erkend, en die, in voorkomend geval, later, begeeren dat de in hun statuten toegebrachte wijzigingen zouden worden bekrachtigd, dienen de bij de artikels 5 en 21 van de wet dd. 23 Juni 1894 op de mutualiteitsverenigingen aangeduide procedure te volgen. Krachtens bedoelde wetsbepalingen dient de betrokken vereeniging haar aanvraag in bij den Gouverneur der provincie, waarin zij haar vereenigingszetel heeft gevestigd; zij voegt daarbij twee exemplaren harer statuten alsmede een lijst van haar bestuursleden of van haar stichters. Binnen de maand, na de ontvangst dier stukken, maakt de Gouverneur de aanvraag en de bijlagen er van, met een gemotiveerd advies, over aan de Vaste Commissie voor mutualiteitsverenigingen, krachtens art. 32 van bovenvermelde wet dd. 23 Juni 1894 bij mijn Departement ingericht. Bedoeld college brengt vervolgens aan de Regeering een rapport uit, na zich, in voorkomend geval, rechtstreeks met de vereeniging- aanvraagster en met het Volkswoning- en voorzorgscomité van het district, waarin de vereeniging is gevestigd, in betrekking te hebben gesteld. Binnen de vier maand, na het indienen der aanvraag, notificeert de Regeering aan de vereeniging de gemotiveerde beslissing, ingevolge waarvan zij al dan niet wordt erkend of haar nieuwe statuten worden bekrachtigd.

Zulks is de huidige procedure; zij bestaat uit het onderzoeken der statuten achtereenvolgens door drie verscheidene overheden : de Gouverneur, de Vaste Commissie en het Centraal Bestuur.

In den geest van den wetgever van 1894 werd zij gebillijkt door de gedachte dat elke dier overheden haar practische kennis en ondervinding ten dienste zou stellen bij het onderzoeken en het bijwerken van de statuten der mutualiteitsverenigingen, ten einde een zoo volmaakt werk mogelijk tot stand te brengen.

Het bewust doel werd niet bereikt. Feitelijk beperken de meeste Gouverneurs er zich bij, de statutenontwerpen, zooals ze deze van de mutualiteitsverenigingen-aanvraagsters hebben ontvangen, zonder onderzoek, aan de vaste Commissie voor de mutualiteitsverenigingen over te maken.

Deze heeft, als zoodanig, ook niet in opdracht, omtrent bedoelde stukken te beraadslagen, ze te onderzoeken, ze, in voorkomend geval, naar de wetsbepalingen te wijzigen en daaromtrent aan de Regeering een rapport uit te brengen.

In werkelijkheid zijn die werkzaamheden aan den Secretaris toevertrouwd. In 't begin, wanneer de te erkennen verenigingen nog niet talrijk waren, kweet bedoelde ambtenaar zich alléén van deze taak. Maar later, wanneer het aantal te bekrachtigen statuten tot versehiedene honderden per jaar liep, ging de Secretaris van de Commissie zich laten helpen door een hulpsecretaris, waarbij verder nog verschillende beambten werden gevoegd. 't Is alzoo dat de Vaste Commissie is aangegroeid tot een werkelijk bureel voor het onderzoek der statuten.

Van zijnen kant, heeft het Ministerie, dat ten slotte een beslissing dient te treffen, en dat daarvan alléén de verantwoordelijkheid dient te dragen, een speciaal ministerieelen dienst moeten inrichten om hetzelfde onderzoek te doen.

Het leek ons dat die toestand niet mocht blijven duren. Daaruit volgt immers dat de dossiers lang in handen blijven en zóó een ernstig nadeel kan worden teweeggebracht aan de betrokken verenigingen. Het Ministerie wordt dikwijls door de Vaste Commissie slechts lange maanden, nadat deze de dossiers van den Gouverneur heeft ontvangen, in 't bezit er van gesteld.

Die toestand is eveneens nadeelig voor de openbare Schatkist, daar deze alzoo wordt bezwaard met de kosten van twee inrichtingen, die dezelfde werkzaamheden verrichten.

Daarom stellen wij bij het wetsontwerp, dat wij de eer hebben bij de wetgevende Kamers in te dienen, voor de Gouverneurs der provincies en de Vaste Commissie te ontslaan van de verplichting, zich met het onderzoek der statuten in te laten.

Alleen de dienst van mijn Departement wordt gehandhaafd. Daar hij overigens veel meer dan de Vaste Commissie rechtstreeks en voortdurend met de mutualiteitsverenigingen en hun bestuurders in betrekking staat, is hij beter op de hoogte van mutualiteitsbeweging, ziet hij klaarder in haar behoeften en in de richting, haar, in voorkomend geval, door middel van wel aangepaste bepalingen voor de statuten te geven.

Bij bedoelde wijziging stellen wij voor een andere te voegen, die enkel tengevolge zal hebben een huidigen toestand te bestendigen. Wij willen spreken over het intrekken van den opdracht, ingevolge artikel 19 van de wet dd. 23 Juni 1894 aan de Vaste Commissie toevertrouwd, en die bestaat in het ontvangen van de rekeningen der erkende mutualiteitsverenigingen.

Sinds versehiedene jaren reeds, inderdaad, maken dergelijke verenigingen hun rekeningstukken rechtstreeks over aan het Centraal Bestuur. Bedoelde handelwijze is ingeworteld, omdat de meeste verenigingen slechts laat in den loop van 't jaar hun rekeningen naar de vaste Commissie opzonden, terwijl zij bij de wet er toe verplicht zijn deze in den loop van de eerste twee maanden te laten geworden; alzoo gebeurde het dat de Rijkssubsidies, die naar de op de rekeningen vermelde inlichtingen worden berekend, laat werden verleend.

Daar de thans aangenomen gewoonte een beteren uitslag heeft gegeven, is het noodig die voorgoed te behouden met, in dien zin, artikel 19 van de wet dd. 23 Juni 1894 te wijzigen.

Wat de Gouverneurs betreft, bestaat er aanleiding toe te laten opmerken dat het wetsontwerp niet ten gevolge hoeft te hebben hun alle gelegenheid te ontnemen om een goeden invloed te oefenen op het lot van de tot stand gebrachte of tot stand te brengen mutualiteitsverenigingen.

Bij het onderzoeken der aanvragen kan de Regeering altijd, indien zij zulks nuttig acht, om hun advies vragen.

Overigens behouden de Gouverneurs der provincies hun recht zich in te laten met het aanwerven van een onroerend goed door de erkende mutualiteitsvereniging en, in geval van vereffening, met het vermogen van laatstgenoemde (Artikels 15 en 25 van de wet dd. 23 Juni 1894.)

Wij voegen er bij dat, wat de vaste Commissie voor mutualiteitsverenigingen betreft, het wetsontwerp evenmin afbreuk doet aan de voorrechten, die ook voor haar uit de wet van 1894 voortvloeien. Zooals het recht haar advies uit te brengen omtrent de aanvragen om persoonlijke ontheffing aangaande het inboorlingschap (artikel 12 van de wet van 1894) en gehoord te worden in geval van toepassing der sancties, voorzien voor de verenigingen, die de wet of hun goedgekeurde statuten niet mochten naleven (artikel 20) en eveneens het recht zich in het onderzoeken der aanvragen, te mengen, gesteld door de afzonderlijke invaliditeitsverenigingen die verlangen met de invaliditeitsverbondsgroepen te worden gelijk gesteld, in staat om de Rijkssubsidies te bekomen (Koninklijk Besluit van 30 Juli 1913, gegeven in uitvoering van de wet dd. 5 Mei 1912 op de premien, te verleen aan de invalidenkassen.

Eindelijk stellen wij voor de vaste Commissie er uitdrukkelijk mee te belasten advies uit te brengen omtrent al de punten die haar door het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg, betreffende de inrichting en de werking van de mutualiteitsverenigingen worden onderworpen. Zij vervult reeds deze opdracht, ingevolge een bepaling van haar huishoudelijk reglement, goedgekeurd bij ministerieel besluit van 30 April 1894. Daar zij zich immer op een voldoende wijze van die taak heeft gekweten, schijnt het ons dat het past ze haar bij een uitdrukkelijken tekst van de nieuwe wet voorgoed toe te vertrouwen.

Ten slotte is het ongetwijfeld niet nutteloos te laten opmerken dat de voorgestelde procedure overeenkomt met deze, die bij de wet van 30 Juli 1923 wordt voorgeschreven, wat het goedkeuren betreft der aanvragen, ingediend door de erkende mutualiteitsverenigingen, die verlangen samen te smelten, in dien zin, dat de eene en de andere enkel bestaat in een onderzoek, gedaan door het Ministerie, met uitsluiting van elke inmenging van den Gouverneur en van de vaste Commissie.

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.



4

CHAMBRE
des Représentants

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROJET DE LOI

apportant des modifications à la loi du 23 juin 1894 sur les sociétés mutualistes.

WETSONTWERP

waarbij in de wet van 23 Juni 1894 op de mutualiteitsverenigingen wijzigingen worden toegebracht.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale présentera, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les dispositions ci-après de la loi du 23 juin 1894 sur les sociétés mutualistes sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

« Art. 5. — La société mutualiste
» qui désire être reconnue adresse sa
» demande au Gouvernement; elle y
» joint deux exemplaires de ses statuts, ainsi qu'une liste de ses administrateurs ou de ses fondateurs.
» Dans un délai de quatre mois, à partir de la demande, le Gouvernement

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg zal, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het ontwerp indienen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Benedenvermelde bepalingen van de wet dd. 23 Juni 1894 op de mutualiteitsverenigingen worden als volgt gewijzigd en aangevuld :

« Art. 5. — De mutualiteitsvereniging, die wenscht te worden erkend, dient haar aanvraag te doen bij de Regeering en daarbij te voegen twee exemplaren van haar statuten, alsmede een lijst van haar bestuurders of van haar stichters.
» Binnen een termijn van vier maand,

» notifie à la Société, la décision mo-
 » tivée par laquelle il la reconnaît ou
 » lui refuse la reconnaissance. »

« Art 19, 1^{re} alinéa. — Les
 » sociétés mutualistes reconnues doi-
 » vent transmettre annuellement au
 » Gouvernement, un compte de leurs
 » recettes et de leurs dépenses, dressé
 » conformément au modèle arrêté par
 » lui et clôturé au 31 décembre de
 » l'exercice écoulé. »

« Art. 32. — L'alinéa suivant est
 » ajouté au texte : »

» La Commission permanente déli-
 » bérera sur toutes les questions qui
 » lui seront soumises par le Ministre
 » de l'Industrie, du Travail et de la
 » Prévoyance sociale au sujet de l'or-
 » ganisation et du fonctionnement des
 » associations mutualistes. »

Donné à Bruxelles, le 23 juillet 1925.

» na het indienen der aanvraag, noti-
 » ficéert de Regeering aan de vereeni-
 » ging de met redenen omkleedde be-
 » slissing, waarbij ze al dan niet
 » wordt erkend ».

« Art. 19, 1^{re} alinea. — De er-
 » kende mutualiteitsverenigingen die-
 » nen jaarlijks aan de Regeering een
 » rekening over te maken van hun
 » ontvangsten en hun uitgaven, opge-
 » maakt overeenkomstig het door de
 » Regeering vastgesteld model en af-
 » gesloten op 31-December van het
 » verlopen dienstjaar ».

« Art. 32. — De volgende alinea
 » wordt bij den tekst gevoegd :

» De Vaste Commissie dient haar
 » advies uit te brengen omtrent al de
 » punten, die haar betreffende de in-
 » richting en de werking van de mu-
 » tualiteitsverenigingen door het Mi-
 » nisterie van Nijverheid, Arbeid en
 » Maatschappelijke Voorzorg worden
 » onderworpen ».

Gegeven te Brussel, den 23 Juli
 1925.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
 et de la Prévoyance Sociale,*

Van Koningswege :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
 en Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.